

Unité départementale de la Côte-d'Or

Dijon, le 01/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



EURO PIERRES ET MARBRES

Les Combes de Nesle
21400 COULMIER LE SEC

Références : 0005401768/2022-xxx

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2022 dans l'établissement EURO PIERRES ET MARBRES implanté Les Combes de Nesle 21400 COULMIER LE SEC. L'inspection a été annoncée le 06/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier du 10 mai 2021, le liquidateur a notifié la cessation d'activité de la carrière et transmis un état des comptes de la procédure justifiant le caractère impécunieux du dossier. La procédure de liquidation peut donc être qualifiée d'impécunieuse. Les garanties financières n'étaient pas constituées à la date à laquelle la liquidation judiciaire a été prononcée, malgré les suites administratives engagées par le préfet (arrêtés préfectoraux de mise en demeure et de consignation).

L'inspection vise à faire un point sur l'état du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURO PIERRES ET MARBRES
- Les Combes de Nesle 21400 COULMIER LE SEC
- Code AIOT dans GUN : 0005401768
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non

La société EURO PIERRES ET MARBRES a été autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives située à Coulmier-le-Sec et à Nesle-et-Massoult. La dernière autorisation d'exploiter a été accordée le 20 avril 2000 pour une durée de 15 ans, soit jusqu'en avril 2015.

La liquidation judiciaire de la SARL EURO PIERRES ET MARBRES a été prononcée par jugement du 12 février 2019 du Tribunal de Commerce de Dijon. Le liquidateur désigné est la SELARL MJ & ASSOCIES (SIREN : 419 349 030 - SCP VERONIQUE THIEBAUT), représentée par Maître Véronique THIEBAUT - 5, rue Docteur Chaussier - 21000 Dijon.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Remise en état	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-39-1	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Usage futur	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-39-2	/	Lettre de suite préfectorale
Remise en état / AM 1994	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.2.	/	Lettre de suite préfectorale
Remise en état / AP	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article 25 > 25.2.	/	Lettre de suite préfectorale
Conformité aux plans et données techniques	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article 9	/	Lettre de suite préfectorale
Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-39-2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Parcelles	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consignation	Arrêté Préfectoral du 01/04/2019, article 1	/	Sans objet
Parcelles	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article 2	/	Sans objet
Mesures de mise en sécurité	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu de la notification de cessation d'activité et des constats lors de la visite, le site peut être considéré comme mis en sécurité mais pas remis en état.

Des options de remise en état, notamment par un tiers, doivent être étudiées et favorisées plutôt que le maintien du site en l'état.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Consignation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2019, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Consignation
Prescription contrôlée : La SCP VERONIQUE THIEBAUT (SIREN : 419 349 030), dont le siège social est situé au 5 rue du Docteur Chaussier à DIJON (21000), consigne entre les mains de la directrice régionale des finances publiques la somme de quarante-neuf mille quatre cent huit euros (49 408 €), répondant du montant des travaux à réaliser pour remettre en état la carrière qui a été exploitée par la société EURO PIERRES ET MARBRES à COULMIER-LE-SEC et à NESLE-ET-MASSOULT aux lieux-dits « Les Combes de Nesle » et « Vau de Sommière » dans les conditions fixées par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé et par l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2000 susvisé.
Constats : A l'occasion d'une réunion avec la DREAL le 8 avril 2021, le liquidateur a qualifié le dossier d'impécunieux. Par courrier du 10 mai 2021, le liquidateur a notifié la cessation d'activité du site et transmis un état des comptes de la procédure ainsi qu'un projet de répartition qui justifie de l'impossibilité pour la liquidation judiciaire de procéder à la consignation de la somme compte tenu de l'existence de créances privilégiées. Les recettes de la liquidation s'élèvent à un montant de 5168 euros qui doit être consommé par les frais de justice (greffe, mandataire judiciaire), le Trésor Public et la TVA. Par courrier du 11 avril 2022, le liquidateur judiciaire a transmis à la préfecture un certificat d'irrecouvrabilité.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Parcelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Parcelles
Prescription contrôlée : Une carrière à ciel ouvert, d'une superficie totale de 4 ha 93 a 17 ca, sur les parcelles énumérées par le tableau ci-dessous et siège d'un gisement exploitable de 240 000 m ³ : Parcelles section E n° 3, 4, 5, 6, 7 et section B n°24.
Constats : L'exploitation dépasse du périmètre autorisé sur plusieurs milliers de mètres carrés. Le chemin à l'est ainsi que l'excavation à laquelle il conduit sont tous deux situés sur la parcelle n°8 de la section E qui ne fait pas partie du périmètre autorisé.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures de mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : De rares déchets sont présents sur le site (une table de jardin, un pneu, une chaussure) mais ceux ci résultent de dépôts sauvages et non de l'exploitation. Le site est clôturé le long de la route, des merlons et de la végétation limitent l'accès au reste du périmètre. La clôture est abaissée par endroits mais la végétation dissuade l'accès. Un portail en bon état ferme l'entrée du site, il n'est cependant pas cadenassé. Le site ne présente pas de risque d'incendie ou d'explosion et ne nécessite pas de surveillance des effets de l'installation.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Le site n'a pas été remis en état de façon à permettre l'usage futur à vocation forestière déterminé.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, [...] l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. [...] L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.
Constats : L'exploitant n'est pas propriétaire des parcelles de l'emprise du périmètre autorisé. L'usage futur du site est prévu dans le dossier de demande d'autorisation de juin 1999: "La vocation forestière originelle des terrains sera restituée. Le projet de remise en état prévoit la restitution d'un milieu boisé, en respectant le modelé du terrain naturel actuel". L'usage futur de la parcelle E8 de la commune de Coulmier-le-Sec n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation puisque l'exploitation n'y était pas autorisée. L'usage futur sur cette parcelle doit donc être déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement. Il est demandé au liquidateur d'engager, sous 3 mois, la procédure de détermination de l'usage futur auprès du maire et du propriétaire.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Remise en état / AM 1994

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. [...] La remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la mise en sécurité des fronts de taille ;- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.
Constats : L'entrée du site s'ouvre sur un terrain décapé, une excavation est présente dans le coin nord de cet espace. La fosse d'extraction présente une profondeur d'environ 10 mètres et est difficilement accessible, les pentes étant constituées d'éboulis et d'enchevêtrements de blocs. Un chemin à l'est du site conduit à une seconde excavation. Les fronts de taille sont abrupts et la profondeur est de l'ordre de 6 mètres, un risque de chute existe. La fosse est partiellement remplie de blocs et d'éboulis. Une dalle bétonnée, vestige de l'aire étanche, est présente à l'entrée du site près du stockage de terres. La dalle est recouverte de terre et de feuilles mortes. Il n'a pas pu être vérifié la persistance de l'avaloir et du séparateur d'hydrocarbures vus lors de l'inspection de 2014. Il est cependant probable que ces structures soient encore en place.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Remise en état / AP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article 25 > 25.2.
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les déchets d'exploitation sont disposés en fond de fouille, compactés et nivelés ;- les stériles de découverte et en dernier lieu la terre végétale sont régalés sur le remblai. En fin d'exploitation, l'ensemble des terrains est nettoyé, les infrastructures sont supprimées, le site est reboisé en liaison avec les services de la D.D.A.F.
Constats : Le terrain n'a pas été remblayé, deux fosses d'exploitation persistent. Des blocs ont été versés dans les fosses. Les blocs commercialisables vus en 2015 ont pour l'essentiel été évacués. Les blocs restants ont été alignés près de l'entrée. La terre végétale est stockée à l'entrée du site près de l'aire étanche. Le terrain n'a pas été reboisé mais de jeunes conifères se sont spontanément implantés sur l'ensemble du périmètre.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Conformité aux plans et données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.
Constats : Il découle des autres points de contrôle que des différences entre la remise en état réalisée et le plan de remise en état existent. Ces différences ne sont pas compatibles avec l'usage futur à vocation forestière prévu pour les parcelles situées à l'intérieur du périmètre d'autorisation.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.
Constats : Le mandataire n'a pas transmis de mémoire de réhabilitation. Par courrier du 10 mai 2021, le liquidateur judiciaire a transmis un état des comptes de la procédure justifiant le caractère impécunieux du dossier. Les garanties financières n'étaient pas constituées à la date à laquelle la liquidation judiciaire a été prononcée, malgré les suites administratives engagées par le préfet (arrêtés préfectoraux de mise en demeure et de consignation). Le préfet ne peut donc pas les appeler pour que la carrière puisse être remise en état. Par contact téléphonique du 28 février 2022, un des propriétaires des parcelles exploitées s'est rapproché de l'inspection pour évoquer la faisabilité d'un projet photovoltaïque. Par courriel du 1er mars 2022, il a été demandé au liquidateur de rechercher, en lien avec les propriétaires, le développement d'un projet qui permettrait de financer l'amélioration de l'état actuel du site (par exemple via une procédure de tiers demandeur). En l'absence de retour depuis cette date (hormis le courrier du 11 avril 2022 susmentionné transmettant le certificat d'irrecouvrabilité), il est proposé au préfet de signer une lettre de suites qui acte de la nécessité pour le liquidateur de faire tout ce qui est en son pouvoir pour réaliser ou faire réaliser par un tiers la remise en état de la carrière et de l'en tenir informé.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale